Conseil d'Etat — Raad van State
LEGISLATION — WETGEVING
- 1 - SEP. 19..
Bureau Coordination

VVV. L.2256/1/V.

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 30 juillet 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "n° 2 rendant applicables aux membres du corps expéditionnaire pour la Corée, diverses dispositions légales du temps de guerre", a donné en sa séance du 7 août 1951 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 30e Juli 1951 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "nr 2 waarbij verschillende wetsbepalingen voor oorlogstijd toepasselijk gesteld worden op de leden van het expeditiekorps voor Korea", heeft ter zitting van 7 Augustus 1951 het volgend advies gegeven :

I.

En disposant en son article 1er que l'article 21 de la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers est rendu applicable aux membres du corps expéditionnaire pour la Corée, le projet ne règle que la question des officiers de la force terrestre. Le Conseil d'Etat estime qu'une disposition analogue devrait être prise en ce qui concerne les officiers des autres forces et propose un texte qui répond à cette observation.

II.

Les dispositions relatives à l'avancement et à la position des officiers de réserve applicables en temps de guerre sont contenues actuellement dans l'arrêté royal du 26 mars 1940 déterminant l'état et la position des officiers de réserve.

Le Conseil d'Etat est d'avis que l'article 1er, § 1er, e, doit faire l'objet d'un article distinct; il n'a pas pour objet comme les autres dispositions de l'article 1er, de rendre applicables aux membres du corps expéditionnaire des dispositions légales mais bien des dispositions réglementaires.

.../...

III.

Comme le Gouvernement entend rendre applicable aux membres du corps expéditionnaire pour la Corée, l'article 1er de la loi du 12 février 1951 modifiant l'article 21, c, de la loi du 27 juillet 1934, la date limite du 1er octobre 1948 fixée par cet article doit pouvoir être remplacée par une nouvelle date que seule la durée de l'intervention du corps expéditionnaire en Corée pourra permettre au Roi de fixer.

Le but poursuivi par le législateur en autorisant le Roi à étendre aux membres des forces belges participant"à des opérations nécessaires au maintien ou au rétablissement de la paix et de la sécurité internationale", notamment "les dispositions relatives aux combattants de la guerre 1940-1945",implique nécessairement que le Roi soit habilité à y apporter les adaptations indispensables à leur application.

Le Conseil d'Etat est, dès lors, d'avis qu'il y a lieu de prévoir à l'article 1er, § 2, du projet que, lorsque les circonstances le permettront, une date limite applicable aux membres du corps expéditionnaire sera fixée.

La loi du 9 juillet 1951 portant statut des sous-officiers des cadres actifs de la force navale organise pour les sous-officiers de cette force un statut particulier. Il en résulte que dans l'état actuel de la législation, les sous-officiers de la force navale ne pourront pas bénéficier de la disposition que le projet entend rendre applicable aux sous-officiers du corps expéditionnaire pour la Corée.

IV.

L'article 3 dispose que le projet sort ses effets le 1er octobre 1950. Cette rétroactivité n'est à l'abri de critique que dans la mesure où elle n'apporte pas de modification dommageable à des droits acquis. La rétroactivité de dispositions ayant un caractère disciplinaire manque de fondement légal : l'arrêté-loi du 10 décembre 1942 relatif à la démission d'office des officiers ainsi que l'arrêté-loi de même date donnant au Ministre de la Défense nationale certains pouvoirs en matière d'incorporation ainsi que d'exclusion de l'armée, ne peuvent sortir leurs effets dans le passé.

Il en est de même de la disposition de l'article 1er, § 1er, c, du projet, qui aura pour effet de suspendre en faveur des officiers faisant partie du corps expéditionnaire pour la Corée, certaines dispositions des lois sur la position et l'avancement des officiers; les officiers qui ne font pas partie de ce corps expéditionnaire pourront notamment se trouver devancés dans l'ancienneté.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui ne fait pas rétroagir ces dispositions.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le projet appelle des observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

ARRETE ROYAL N°2 RENDANT APPLICABLES AUX MEMBRES DU CORPS EXPEDITIONNAIRE POUR LA COREE, DIVERSES DISPOSITIONS LEGALES DU TEMPS DE GUERRE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 14 décembre 1945 approuvant la charte des Nations-Unies et le statut de la Cour internationale de justice, signés à San-Francisco le 26 juin 1945;

Vu la loi du 30 mai 1951 autorisant le Roi à étendre certaines dispositions applicables en temps de guerre ou de mobilisation, aux membres des forces belges affectés à l'exécution de mesures décidées par le Conseil de sécurité des Nations-Unies;

Vu les résolutions du Conseil de sécurité des Nations-Unies des 25 juin, 27 juin et 7 juillet 1950;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale, de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre de la Justice,et de l'avis de Nos ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Sont rendues applicables aux membres du corps expéditionnaire pour la Corée :

1° les dispositions suivantes relatives au statut des officiers :

a) l'arrêté-loi du 10 décembre 1942 relatif au cadre des officiers commissionnés,modifié par l'arrêté-loi du 18 mai 1943;

b) l'article 21 de la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, les articles 25 et 30 de la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne modifiée par la loi du 14 juin 1951,et l'article 25 de la loi du 14 juin 1951 sur la position et l'avancement des officiers de la force navale;

c) l'arrêté-loi du 10 décembre 1942 relatif à la démission d'office des officiers;

2° la disposition suivante relative au statut des sous-officiers :
l'article 21, c, dernier alinéa, de la loi du 27 juillet 1934 concernant le statut des sous-officiers modifiée par les lois des 11 avril 1936 et 12 février 1951, abstraction faite de la date limite du 1er octobre 1948 qui sera remplacée par Nous;

/

3° les dispositions suivantes relatives au régime des pensions :

a) l'article 51, alinéas 1er et 2,des lois sur les pensions militaires coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923, modifié par la loi du 14 juillet 1930;

b) l'article 6, littéra B, alinéas 1er et 4,de la loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, modifié par les lois du 3 juin 1920 et du 29 juillet 1926;

4° les dispositions diverses qui suivent :

a) l'arrêté-loi du 22 avril 1918 concernant la réhabilitation des militaires, modifié par la loi du 15 novembre 1919;

b) l'arrêté-loi du 10 décembre 1942 donnant au Ministre de la Défense nationale certains pouvoirs en matière d'incorporation ainsi que d'exclusion de l'armée.

Article 2.-

Les dispositions réglementaires relatives au statut des officiers de réserve pour le temps de guerre sont rendues applicables aux membres du corps expéditionnaire pour la Corée.

Article 3.-

Les pouvoirs attribués aux ministres réunis

.../...

en conseil par certaines des dispositions légales visées à l'article 1er, seront exercés par Nous.

Article 4.-

Le présent arrêté sort ses effets le 1er octobre 1950, à l'exception de l'article 1er, 1°, b et c, et 4°, b,.

Article 5.-

Nos ministres sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Finances,

Le Ministre de la Justice,

I.

Waar het ontwerp in artikel 1 bepaalt dat artikel 21 van de wet van 15 September 1924 betreffende de stand en de bevordering der officieren van toepassing is op de leden van het expeditiekorps voor Korea, houdt het enkel een regeling in ten aanzien van de officieren van de landmacht. De Raad van State is van oordeel dat een bepaling in dezelfde zin zou moeten worden genomen wat betreft de officieren van de andere strijdkrachten, en stelt een tekst voor die met deze opmerking rekening houdt.

II.

De bepalingen betreffende de bevordering en de stand van de reserveofficieren welke in oorlogstijd van toepassing zijn, komen thans voor in het koninklijk besluit van 26 Maart 1940 tot vaststelling van de staat en de stand der reserveofficieren.

De Raad van State is van advies dat artikel 1, § 1, e , een afzonderlijk artikel moet uitmaken; het strekt er niet toe, zoals de overige bepalingen van artikel 1, op de leden van het expeditiekorps wetsbepalingen van toepassing te verklaren, doch wel reglementsbepalingen.

.../...

III.

Daar de Regering artikel 1 van de wet van 12 Februari 1951 dat artikel 21, c, van de wet van 27 Juli 1934 wijzigt, op de leden van het expeditiekorps voor Korea van toepassing wil verklaren, moet de uiterste datum die door dat artikel op 1 October 1948 is vastgesteld, door een andere datum kunnen vervangen worden, welke de Koning enkel volgens de duur van de interventie van het expeditiekorps in Korea zal kunnen bepalen.

Het doel, dat de wetgever nastreefde wanneer hij de Koning machtigde om onder meer "de bepalingen die op de strijders van de oorlog 1940-1945 betrekking hebben" toepasselijk te verklaren op de leden van de Belgische strijdkrachten "die deelnemen aan operaties welke voor het behoud of het herstel van de internationale vrede en veiligheid noodzakelijk zijn", impliceert noodzakelijk dat aan de Koning bevoegdheid verleend is om de aanpassingen die voor de toepassing er van volstrekt noodzakelijk zijn aan te brengen.

De Raad van State is dienvolgens van advies dat artikel 1, § 2, van het ontwerp dient te bepalen dat, wanneer de omstandigheden het toelaten, een op de leden van het expeditiekorps toepasselijke uiterste datum zal worden vastgesteld.

De wet van 9 Juli 1951 houdende het statuut van de onderofficieren van het actief kader der zeemacht richt voor de onderofficieren van deze strijdmacht een eigen statuut in. Daaruit volgt dat in de huidige stand van de wetgeving de onderofficieren van de zeemacht niet in aanmerking kunnen komen voor de bepaling welke door het ontwerp op de onderofficieren van het expeditiekorps voor Korea toepasselijk wordt verklaard.

.../...

IV.

Artikel 3 bepaalt dat het ontwerp uitwerking heeft met ingang van 1 October 1950. Slechts voor zover zij geen nadelige wijziging brengt aan verkregen rechten, is die terugwerking vrij van kritiek. De terugwerking van bepalingen met een tuchtrechtelijk karakter mist elke rechtsgrond: de besluitwet van 10 December 1942 betreffende het ontslaan van ambtswege van officieren, en de besluitwet van dezelfde datum waarbij aan de Minister van Landsverdediging zekere macht inzake inlijving bij en uitsluiting van het leger verleend wordt, mogen geen uitwerking hebben in het verleden.

Hetzelfde geldt voor het bepaalde in artikel 1, § 1, c, van het ontwerp, dat tot gevolg zal hebben sommige bepalingen van de wetten betreffende de stand en de bevordering van de officieren op te schorten ten gunste van de officieren die deel uitmaken van het expeditiekorps voor Korea; de officieren die niet tot het expeditiekorps behoren, kunnen hierdoor onder meer in anciënniteit voorbijgestreefd worden.

De Raad van State stelt een tekst voor, die deze bepalingen niet doet terugwerken.

\+

\+ \+

Voor het overige zijn bij het ontwerp opmerkingen over de vorm te maken waarmee in de onderstaande tekst rekening is gehouden :

KONINKLIJK BESLUIT NR 2 WAARBIJ VERSCHILLENDE IN OORLOGSTIJD GELDENDE WETSBEPALINGEN OP DE LEDEN VAN HET EXPEDITIEKORPS VOOR KOREA VAN TOEPASSING WORDEN VERKLAARD.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 14 December 1945 tot goedkeuring van het handvest van de Verenigde Volken en het statuut van het Internationale Gerechtshof, getekend te San-Francisco op 26 Juni 1945;

Gelet op de wet van 30 Mei 1951 waarbij de Koning er toe gemachtigd wordt sommige in oorlogs- of mobilisatietijd toepasselijke beschikkingen evenzeens van toepassing te verklaren op de leden van de Belgische strijdkrachten, belast met de uitvoering van door de Veiligheidsraad der Verenigde Naties getroffen maatregelen;

Gelet op de besluiten van de Veiligheidsraad der Verenigde Naties van 25 Juni, 27 Juni en 7 Juli 1950;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging, van Onze Minister van Financiën en van Onze Minister van Justitie, en op het advies van Onze in raad vergaderde ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

.../...

Artikel 1.-

Op de leden van het expeditiekorps voor Korea worden van toepassing verklaard :

1° de volgende bepalingen betreffende het statuut der officieren :

a) de besluitwet van 10 December 1942 betreffende het kader der aangestelde officieren, gewijzigd bij de besluitwet van 18 Mei 1943;

b) artikel 21 van de wet van 15 September 1924 betreffende de stand en de bevordering der officieren, de artikelen 25 en 30 van de wet van 3 April 1948 op de stand en de bevordering van de officieren van de luchtmacht, zoals zij gewijzigd is bij de wet van 14 Juni 1951, en artikel 25 van de wet van 14 Juni 1951 op de stand en de bevordering van de officieren der zeemacht;

c) de besluitwet van 10 December 1942 betreffende het ontslaan van ambtswege van officieren;

2° de volgende bepaling betreffende het statuut der onderofficieren :
artikel 21, c, laatste lid, van de wet van 27 Juli 1934 betreffende het statuut van de onderofficieren, zoals zij gewijzigd is bij de wetten van 11 April 1936 en 12 Februari 1951, afgezien van de uiterste datum 1 October 1948, welke door Ons zal worden vervangen;

3° de volgende bepalingen betreffende het pensioenstelsel:

a) artikel 51, eerste en tweede lid, van de wetten op de militaire pensioenen samengeordend bij koninklijk besluit van 11 Augustus 1923, gewijzigd bij de wet van 14 Juli 1930;

b) artikel 6, littera B, eerste en vierde lid, van de algemene wet van 21 Juli 1844 betreffende de burgerlijke en geestelijke pensioenen, gewijzigd

4° de volgende diverse bepalingen :

a) de besluitwet van 22 April 1918 betreffende de eerherstelling der militairen, gewijzigd bij de wet van 15 Novemver 1919;

b) de besluitwet van 10 December 1942 waarbij aan de Minister van Landsverdediging zekere macht inzake inlijving bij en uitsluiting van het leger verleend wordt.

Artikel 2.-

De reglementaire bepalingen betreffende het statuut van de reserveofficieren in oorlogstijd worden op de leden van het expeditiekorps voor Korea van toepassing verklaard.

Artikel 3.-

De macht ,door sommige van de in artikel 1 vermelde wetsbepalingen aan de in raad vergaderde ministers verleend,wordt door Ons uitgeoefend.

Artikel 4.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 October 1950, met uitzondering van artikel 1, 1°, b en c, en 4°, b .

Artikel 5.-

Onze ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VANWEGE DE KONING :
De Minister van Landsverdediging,
De Minister van Financiën,
De Minister van Justitie,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	F.LEPAGE, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	J.VAUTHIER, P.ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister van Landsverdediging.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat f.f.,

De w.n.Griffier van de Raad van State,

J.CYPRES,
Greffier adjoint,
Adjunct-griffier.